

Des milliards pour la guerre, des matraques pour la jeunesse

Le combat des lycéens et des étudiants est celui de toute la classe ouvrière !

Du Népal au Maroc, de Madagascar au Pérou, la Gen Z descend dans la rue. Partout, une génération inquiète pour son avenir. Partout, le même refus de subir les attaques sans rien dire. Aujourd'hui, c'est en France que la jeunesse se lève.

Tout est parti, le 17 septembre, d'un lycée de Créteil, dans le Val-de-Marne. En une semaine, le mouvement a gagné les lycées de tout le pays. La colère est immense : « *On est 34 élèves dans la classe, parfois on n'a même pas de chaise* » ; « *L'année dernière, un morceau du plafond est tombé sur nous en plein cours d'anglais. Parfois, il pleut dans les classes* ». Pas de profs, des bâtiments pourris, la peur permanente face au couperet de Parcoursup, et une inquiétude immense face à l'avenir et à la précarité qui attend tous les jeunes après leurs études : « *On nous ramène des policiers tous les jours, mais on ne nous ramène jamais de solutions* » !

Face à la colère, la matraque !

À ces demandes légitimes, l'État répond en déchaînant la répression. Gaz lacrymogènes, tirs de LBD, plaquages au sol, étranglements, gardes à vue... À Saint-Ouen-l'Aumône, un policier tire au lanceur de grenades, à bout portant, dans le visage d'un lycéen et lui casse toutes les dents du haut. À Tours, un jeune est grièvement blessé à l'œil. Des lycéens passent 24 heures en garde à vue, maltraités et humiliés, avant d'être déferés devant la justice. Le 1^{er} octobre, en une seule journée, près de 2000 interpellations! 65 professeurs et 170 élèves ont déjà été blessés depuis le début du mouvement. Le sinistre Nunez ne s'en cache même pas : « *L'usage proportionné de la force ne doit jamais inhiber l'action pour rétablir l'ordre* ». Quelle honte ! Comment ne pas être indignés en voyant ces robocops tabasser des jeunes de 14 ou 15 ans ?

Pour justifier cette immonde répression, le gouvernement se sert de chaque feu de poubelle, de chaque incident, amplement et complaisamment diffusé sur les écrans de télévision. Le but est clair : salir le mouvement, terroriser les jeunes en lutte et ceux qui voudraient rejoindre le combat, faire peur aux parents, couper les jeunes des autres générations.

Les lycéens matraqués sont des enfants d'employés de bureau, d'infirmiers, de chômeurs, de vendeurs, d'ouvriers d'usine, de livreurs, de professeurs, de caissiers. Bref, les enfants de la classe ouvrière. Alors, face à la répression, toute notre classe doit être solidaire! Pas une solidarité platonique, avec des mots sans lendemain ou des pétitions : une solidarité dans la lutte! Les étudiants montrent l'exemple : à Lyon, ils ont rejoint le mouvement « *en solidarité avec les lycéens réprimés* ». Au lycée Paul-Éluard de Saint-Denis, des profs ont formé une chaîne pour protéger les élèves face à la police. La meilleure façon de protéger les lycéens des flics, c'est de renforcer le mouvement et de l'étendre !

Ne tombons pas dans le piège des violences stériles ! On peut comprendre la rage de ceux qui n'en peuvent plus d'être méprisés. Mais les poubelles en feu et les profs caillassés ne gênent pas le gouvernement. Ils l'arrangent ! Ils lui servent

d'excuse pour frapper. Ils effraient ceux qui pourraient rejoindre le mouvement. Ils font oublier nos revendications. La force d'un mouvement, ce n'est pas la casse. C'est le nombre, l'unité, la discussion, la solidarité. C'est décider et réfléchir ensemble, en assemblée, des actions à mener.

La jeunesse en lutte, c'est la classe ouvrière de demain !

Ce que dénoncent aujourd'hui les lycéens et les étudiants, toute la classe ouvrière le vit : le manque de personnel, le quotidien qui se dégrade d'année en année, des services publics à l'abandon. Les lycéens dénoncent aussi les suppressions de postes dans l'Éducation nationale, les conditions de travail de leurs profs et des AESH : « *On est là aussi en soutien aux professeurs, mal payés, avec des classes surchargées et pas assez d'emplois* » ; « *Payez ceux qui nous apprennent à lire!* »

Étudier coûte de plus en plus cher. Selon la FAGE, la rentrée 2026 revient en moyenne à 3 240 euros pour un étudiant : un record! Le gouvernement veut même instaurer des frais d'inscription en BTS et en classe prépa. Face à la mobilisation, il a reculé. C'est la preuve que la lutte paie. Mais ce n'est qu'une miette pour calmer la colère. Parcoursup, Mon Master et tout le système scolaire trient les jeunes pour en faire de la chair à patron. Et au bout ? Plus d'un jeune actif sur cinq est au chômage. Beaucoup d'autres enchaînent stages, CDD, intérim et petits boulots. La précarité est devenue la règle.

Le gouvernement prétend qu'il n'y a pas d'argent. Le budget 2027 va supprimer 1588 postes d'enseignants. Rien pour rénover les établissements après un été abominable. Toujours plus de sélectivité pour entrer à la fac. Ce gouvernement d'affameurs veut même supprimer le repas des Crous à 1 euro ! Mais il trouve 6,4 milliards pour l'armée. « *On ne fait pas d'économies sur la jeunesse* », ose dire le ministre de l'Éducation. Si! On économise sur l'école pour payer des armes ! Comme l'affirmait une pancarte à Créteil : « *Us donnent 6 milliards pour les militaires, mais pas 1 centime pour les lycées* ! ».

Partout, le même ras-le-bol

Ces revendications parlent à tous. C'est pour cela que le mouvement est si massif. Le 1^{er} octobre, 1020 lycées et 30 universités étaient mobilisés. La colère touche les grandes villes : Marseille, Lyon, Lille, Rennes... Mais aussi des petites villes, comme Felletin dans la Creuse ou Tulle en Corrèze. Et forcément, cette colère, on la retrouve partout, dans tous les secteurs. Le 29 septembre, les fonctionnaires étaient en grève pour les salaires : enseignants, soignants, agents des impôts ou de France Travail. À la RATP, une grève illimitée pour les salaires a démarré le 28 septembre. Le 15 septembre, près de 60% des agents d'EDF ont fait grève, un taux «historique». Chez TotalEnergies, une grève est annoncée pour le 8 octobre. Dans l'Éducation nationale, des appels à la grève sont lancés pour le 6 octobre, aux côtés des lycéens. Partout, les prix montent, les salaires ne suivent pas, les conditions de travail se dégradent.

Ce ras-le-bol ne s'arrête pas aux frontières. En Espagne, 14 000 travailleurs d'Airbus viennent de mener trois mois de lutte pour leurs salaires, en prenant leurs décisions dans des assemblées massives. En Belgique, le 1^{er} octobre, des élèves de la région de Liège ont bloqué leurs écoles : « On est surtout là pour nos profs, attaqués par ces mesures ». En Allemagne, le 25 septembre, des dizaines de milliers de lycéens ont fait grève dans une centaine de villes contre le retour du service militaire obligatoire. Partout, la même logique : la crise et la guerre, ce sont les travailleurs et leurs enfants qui doivent les payer !

Quelle perspective ? Les leçons du CPE

Le gouvernement compte sur la peur et la division. Comment le faire reculer ? Il y a vingt ans, une autre génération a montré le chemin. « Ce qui se passe aujourd'hui me rappelle le mouvement lycéen contre le CPE », disait un prof en Seine-Saint-Denis. En 2006, la lutte contre le CPE, un contrat qui permettait de jeter les jeunes travailleurs comme des Kleenex, a fait plier le gouvernement. Ce mouvement est riche de leçons.

D'abord, les jeunes avaient pris leur lutte en main. Leurs assemblées générales étaient de vrais lieux de débat et de décision. On y votait à main levée. On y élisait des délégués, qui rendaient des comptes et pouvaient être remplacés à tout moment. Ces AG étaient ouvertes à tous : salariés, chômeurs, retraités, parents. Elles ne laissaient pas les syndicats décider à leur place.

Ensuite, ils avaient compris qu'isolés, ils perdraient.

«Si on reste isolés, on va se faire manger tout cru», disaient les étudiants. Les AG ont donc envoyé des délégations vers les entreprises. Elles ont appelé à manifester le samedi pour que les salariés puissent venir. Et salariés, chômeurs et retraités sont venus, toujours plus nombreux, par millions dans la rue.

Face aux provocations policières, les AG ont refusé de répondre par une violence stérile qui aurait divisé le mouvement et aurait empêché la solidarité. Le gouvernement n'a pas reculé à cause de quelques vitrines

cassées. Il a reculé parce que la lutte s'étendait activement à toute la classe ouvrière. Et que les débats et décisions en assemblées générales étaient le poumon de cette extension. C'est ce chemin qu'il faut reprendre. Dans le Val-d'Oise, des lycéens et des profs se sont réunis en assemblée, avant de manifester ensemble le 29 septembre : «Cela nous fait du bien de savoir qu'on peut s'unir et encore plus quand nous voyons que certains professeurs sont là pour nous défendre ». C'est un début. Il faut tenir partout des assemblées générales ouvertes à tous (lycéens, étudiants, salariés, chômeurs, retraités), où l'on discute et où l'on décide. Il faut aller massivement à la rencontre des travailleurs des entreprises, des hôpitaux, des usines et des lycéens voisins. Il faut refuser les pièges de la violence et de la division. Il faut refuser d'éparpiller la colère, chacun dans son coin, avec sa journée d'action, enfermé dans son secteur. Un seul mot d'ordre unitaire : non à la précarité ! Partout, dans tous les secteurs ! Dans les écoles comme dans les hôpitaux, dans les bureaux comme dans les usines.

Après 2006, le mouvement contre le CPE a été effacé des mémoires. Cette fois, ne laissons pas faire. Il faut discuter, tirer les leçons, garder le contact, même quand la lutte s'arrêtera. Car les attaques, elles, ne s'arrêteront pas. Le capitalisme en crise n'a rien d'autre à offrir à la jeunesse que la précarité, la guerre et la destruction de la planète. Notre seule force, c'est notre unité, par-delà les secteurs, les générations et les frontières.

Lycéens, étudiants, salariés, chômeurs, retraités :
même combat !

Courant Communiste International, 2
octobre 2026

Participez aux réunions publiques du CCI

Pour construire collectivement un chemin de lutte vers la révolution, il est vital de se regrouper pour débattre et s'organiser. Le CCI organise régulièrement des réunions publiques et des permanences.

Prochaine réunion publique à **Marseille, mardi 6 octobre à 20h**

Lycéens, étudiants, salariés, chômeurs, retraités...
Comment développer la lutte ?

Rdv à "Mille Babords" 61 rue Consolât 13001 Marseille

Pour être informé des dates et lieux de nos réunions, rendez-vous sur le site web du CCI et sur les réseaux sociaux.



@internationalcommunistcurrent



fr.internationalism.org